

JEAN-PIERRE SUEUR

## "Le discours de Jacques Chirac est un véritable attrape-tout"



**D**ans un entretien accordé à L'hebdo, le secrétaire national à l'éducation souligne les ambiguïtés du discours présidentiel. En écho à la politique gouvernementale, le Parti socialiste prépare un projet éducatif auquel sera consacrée la réunion de la Commission nationale de l'éducation du 9 juin.

En imposant le consensus sur l'école, Jacques Chirac reprend à son compte les lignes directrices de l'action gouvernementale, en particulier dans le domaine de la lutte contre la violence scolaire. Quelles sont ses ambitions ?

Distinguons les paroles et les actes. En son temps, le gouvernement Juppé n'a pas hésité à supprimer plusieurs centaines de postes d'enseignants et de personnels de l'éducation, y compris dans les quartiers en difficulté, confrontés aux problèmes de la violence scolaire.

À l'inverse, aucun autre gouvernement, hormis celui de Lionel Jospin, n'a consacré plus de moyens en faveur de l'Éducation nationale, en créant des postes et en prenant des mesures concrètes pour lutter contre la violence scolaire. La différence est de taille. On ne peut se contenter de belles paroles et de déclarations platoniques qui n'engagent à rien.

Les valeurs et principes défendus par le chef de l'État ont-ils une raison de déplaire à la gauche ? Le discours de Jacques Chirac est un véritable "attrape-tout". C'est un "collage" de déclarations. Dans ces conditions, il est de nature à satisfaire les différentes composantes de l'opposition. Les "passésistes" y trouveront leur compte, autant que les partisans de la réforme.

Ainsi, le chef de l'État évoque, tour à tour, le service public et l'autonomie des établissements. Chacun y trouvera son compte. Et notamment, Alain Madelin, partisan de la généralisation d'établissements à caractère concurrentiel.

En résumé, Jacques Chirac ne formule aucune proposi-

tion concrète en faveur de l'éducation. S'il ouvre un spectre d'orientations possibles, il ne dévoile guère les contours d'un programme cohérent. C'est la stratégie du rideau de fumée. Ce discours, prétendument consensuel, ne peut masquer pourtant que les partis de droite préparent des projets dont nombre d'aspects sont contraires aux principes de l'égalité des chances ou de l'égalité entre établissements et entre territoires. Je reste convaincu que le débat se nouera sur ces questions. Il se jouera projet contre projet.

Quid du projet socialiste sur ces questions ?

Depuis 1997, beaucoup de moyens ont été donnés à l'Éducation nationale. Ces derniers mois, Jack Lang met concrètement en œuvre les réformes, les unes après les autres.

Le Parti socialiste travaille. Nous présenterons un nouveau projet éducatif global à l'automne, à l'issue d'un colloque national dont les grandes orientations seront reprises dans le projet du Parti qui accordera une place importante aux questions d'éducation, comme l'a indiqué Martine Aubry.

En collaboration avec Anne Hidalgo, secrétaire nationale en charge de la formation professionnelle, nous avons créé vingt commissions de travail qui couvrent le champ de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle. Plusieurs idées-force ont retenu notre attention, en particulier, la perspective de l'éducation tout au long de la vie, qui doit devenir un droit fondamental pour chaque être humain, ainsi que la mise en œuvre concrète, à tous les niveaux, de l'égalité des chances.

Les fédérations ont été invitées à envoyer des représentants pour participer à ces groupes de travail. D'autres ont été créés dans les départements, sur plusieurs thèmes. Il s'agit donc d'un effort de réflexion décentralisé.

Un premier bilan interviendra dans le cadre de la Commission nationale de l'éducation, le 9 juin. Nous travaillerons pendant l'été pour procéder à une première synthèse globale à partir des comptes rendus des travaux des différents groupes. Plusieurs centaines de personnes sont d'ores et déjà au travail.

*Propos recueillis par Bruno Tranchant*